



Alternatives naturelles aux pesticides

**Enjeux techniques et politiques
des Préparations naturelles
peu préoccupantes**

**Actes du colloque des 13 et 14 novembre 2019
à Périgueux**



INTRODUCTION

Les 13 et 14 novembre 2019 s'est tenu à Périgueux le colloque « Les alternatives naturelles aux pesticides ». Enjeux techniques et politiques des PNPP ». Il a rassemblé plus de 200 participant-e-s venu-e-s faire le point sur les enjeux techniques et politiques autour des Préparations naturelles peu préoccupantes (PNPP), à l'appel des Confédérations paysannes nationale et de Dordogne, de l'Association pour la promotion des préparations naturelles peu préoccupantes (Aspro-PNPP), d'Agrobio Périgord et de l'Institut de l'agriculture et de l'alimentation biologiques (Itab).

LUTTE PAYSANNE

En France, les purins d'ortie ou de consoude sont des emblèmes de la lutte des paysan-ne-s pour leur droit à utiliser des préparations issues de plantes afin de renforcer leurs sols et de protéger leurs cultures. Ces préparations qualifiées juridiquement de PNPP peuvent être à base de prêle, de fougère, de vinaigre, d'ail... et être utilisées sous forme de décoctions, d'infusions ou encore de macérations. En France, leur utilisation pourtant indispensable pour réduire l'usage des pesticides est freinée par des impasses régle-

mentaires bénéficiant principalement aux firmes phytopharmaceutiques.

Ce colloque a été l'occasion de dresser un état des lieux des pratiques d'utilisation des PNPP, d'aborder l'évolution de leur cadre légal et de découvrir des expériences menées avec la recherche, les instituts techniques et sur les fermes. Il a également contribué à renforcer les liens entre paysan-ne-s lors de groupe d'échanges, de temps conviviaux ou d'ateliers sur de futures actions à mener pour développer le transfert de pratiques, diffuser de l'information, organiser des filières de distribution et mobiliser les paysan-ne-s et citoyen-ne-s.

SYNTHÈSE DES PRÉSENTATIONS ET DES ÉCHANGES

Ce livret propose une synthèse des échanges, recueillis lors de ces journées. Ces préparations, issues de savoir-faire paysans, appartiennent au domaine public et ne doivent pas être assimilées aux produits phytopharmaceutiques ou de biocontrôle commercialisés avec un droit de propriété intellectuelle ! Leur innocuité et leur intérêt agronomique justifient que les paysan-ne-s ne subissent plus de contrôles lorsqu'ils utilisent de la consoude ou une huile essentielle.



SOMMAIRE

- 
- 4 Pour la reconnaissance pleine et entière de toutes les PNPP.**
Par Jean Sabench, responsable de la commission pesticides à la Confédération paysanne.
 - 6 Les changements réglementaires passent par la mobilisation des citoyen-ne-s.** Témoignage du sénateur Joël Labbé.
 - 8 *Manger un kilo cinq de consoude par jour pendant 600 jours pourrait être fatal !*** Extraits du spectacle présenté par la troupe Le Diable par la Queue.
 - 9 Le labyrinthe de la réglementation des PNPP.**
Explications de la Direction générale de l'alimentation, Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.
 - 13 Synthèse de l'étude menée en 2019 par la Confédération paysanne, l'Aspro-PNPP et l'Itab sur les PNPP :** une diversité de pratiques, de préparations et de modes d'application.
 - 18 Des essais et expérimentations en lien avec la recherche** avec le Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes et Agrobio Périgord.
 - 20 Agir ensemble pour les PNPP :** perspectives en termes de formations, d'échanges de pratiques, de circuits de distribution et de mobilisations.
 - 22 Propos conclusifs : des enjeux d'autonomie et de liberté.**
 - 24 Un manifeste pour la reconnaissance des PNPP.**

Retrouvez l'ensemble des documents issus de ce colloque et analyses sur les PNPP sur le site de la Confédération paysanne : www.confederationpaysanne.fr ; onglet **Actualités** puis **Nos positions**.

CONTACTS

Confédération paysanne | 01 43 62 04 04 – contact@confederationpaysanne.fr – www.confederationpaysanne.fr

Aspro-PNPP | 06 13 92 50 22 – contact@aspro-pnpp.org – www.aspro-pnpp.org

ITAB | www.itab.asso.fr

Rédaction / Agence de diffusion et d'information rurales | tri@globenet.org

Maquette / Cathy Boé | ktyboe@orange.fr



POUR LA RECONNAISSANCE PLEINE ET ENTIÈRE DE TOUTES LES PNPP

Par Jean Sabench, responsable de la commission pesticides à la Confédération paysanne.

La Confédération paysanne milite pour la réduction de l'utilisation des pesticides de synthèse. Les coûts réels de ces pratiques sont ruineux pour la collectivité en matière de dépollution, de santé publique ou de chômage. L'effondrement de la biodiversité, l'explosion des cancers et maladies neurodégénératives font de la sortie des pesticides une question urgente qui n'est pas sérieusement prise en compte.

DÉPLOYER DES ALTERNATIVES

Pour sortir des pesticides, il faut des alternatives et il faut les déployer. Pour que ce soit possible nous réclamons :

- la fin des accords de libre-échange et la modification de la Politique agricole commune (PAC) pour une politique agricole et alimentaire assurant un revenu décent aux paysan-ne-s et soutenant le développement d'une agriculture sans pesticides ;
- l'interdiction immédiate des pesticides les plus toxiques et de l'importation de produits traités avec ceux-ci ;
- l'orientation de l'enseignement et de la recherche vers une agriculture sans pesticides ;

- un moratoire concernant les contrôles et les ventes de PNPP tant que la situation n'est pas arrêtée définitivement dans les textes.

URGENCES ENVIRONNEMENTALE, SANITAIRE ET ÉCONOMIQUE

Parmi les alternatives, les PNPP ont un intérêt sanitaire et environnemental, mais aussi économique car les paysan-ne-s peuvent les produire eux-mêmes. Elles sont issues des savoirs paysans anciens ou récents et doivent rester dans le domaine public pour être accessibles à tou-te-s. La Confédération paysanne et Aspro-PNPP militent depuis 13 ans, déjà, pour la reconnaissance des PNPP, leur autorisation et leur diffusion ! Alors qu'il existe des urgences environnementale, sanitaire et économique, et que les PNPP répondent à ces trois urgences, il y a une exaspérante lenteur politique et des blocages administratifs et politiques inacceptables. C'est scandaleux !

Treize ans pour en arriver là où nous sommes ! Nous avons obtenu une petite avancée avec une maigre liste de plantes autorisées. Beaucoup d'autres, parmi les plus utilisées, restent



La Confédération paysanne a rappelé en introduction du colloque ses positions sur les PNPP et le combat mené depuis plusieurs années.

JULIA KLUG

interdites. Le gouvernement n'a même pas accepté de tenir compte de l'avis d'une commission d'experts toxicologiques du ministère de l'Agriculture ! En 2001, ils avaient conclu que toutes les parties de plantes consommées dans l'alimentation humaine et animale ne nécessitaient pas d'évaluation toxicologique. Elles pouvaient donc entrer automatiquement dans la composition des PNPP ! Nous demandons l'application de l'avis de la Commission d'étude de la toxicité du 10 octobre 2001.

UNE INDUSTRIE QUI POLLUE

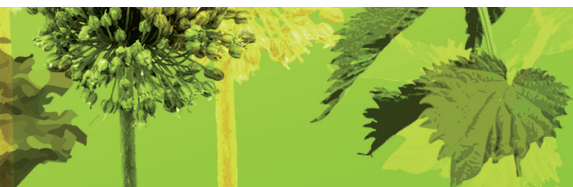
Le ministère fait confiance à ses experts pour évaluer les pesticides chimiques mais pas pour les plantes ! Serait-ce parce que les plantes poussent dans la nature, et les pesticides dans les labos ? Nous demandons la fin de ces blocages, ce qui est utilisé mais interdit aujourd'hui doit être autorisé demain. Quand arrêtera-t-on de favoriser une industrie qui pollue l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, les aliments que nous mangeons, notre corps et même celui de nos futurs petits-enfants (les effets de nombreux pesticides perturbateurs endocriniens sautent une génération) ? Aujourd'hui, notre

objectif est que ce colloque et tout le travail accompli permettent aux décideurs et à ceux qui les conseillent :

- de comprendre l'intérêt des PNPP et leur réel usage dans toutes les productions agricoles ;
- de constater que des paysan.ne.s produisent sans pesticides et qu'il y a donc déjà des alternatives ;
- de considérer que l'utilisation d'un extrait de plante, même si elle contient une substance toxique, comme c'est le cas pour beaucoup de nos aliments, est bien moins problématique qu'un pesticide de synthèse ayant subi une évaluation inadaptée ;
- d'ouvrir largement la porte à l'utilisation des PNPP.

POUR UNE RECONNAISSANCE PLEINE ET ENTIÈRE DES PNPP

Et pour nous paysans-ne-s nous espérons que ce colloque nous permette de nous rencontrer, d'échanger, d'impulser de nouvelles dynamiques et ainsi de développer largement l'usage des PNPP ! Nous nous battons jusqu'à la reconnaissance pleine et entière des PNPP d'origines végétale, animale et minérale.



A large, detailed image of a sunflower serves as the background for the page. The head of the sunflower is in the upper left, and its stem and leaves extend downwards and to the right.

LES CHANGEMENTS RÉGLEMENTAIRES PASSENT PAR LA MOBILISATION DES CITOYEN-NE-S

Joël Labbé, sénateur du Morbihan, accompagne les mouvements sociaux et paysans en faveur de la sortie des pesticides dans leurs revendications auprès des ministères et du Parlement.

“ Je suis d'origine paysanne et j'ai grandi à la campagne. J'ai commencé la politique sur le tas, comme maire écolo pendant trois mandats à Saint-Nolff, où je suis né. Notre première décision importante a été d'interdire les pesticides sur la commune. Mais j'ai vu les limites du pouvoir de l' élu local. Élu sénateur en 2011, je vous accompagne quand je le peux dans les ministères. Quand on est parlementaire et que l'on demande à être reçu, ils ne refusent jamais.

Pour mener mes mandats, je ne voulais ni rester à ne rien faire ni vociférer pour rien, donc je suis rentré dans une mission d'information parlementaire sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement. On a auditionné pendant six mois tous les acteurs concernés : fabricants

Ce colloque montre que vous réalisez un travail énorme de recherche et d'expérimentation qui n'est absolument pas accompagné.

de pesticides, distributeurs, agriculteurs, malades, familles de ceux qui en sont morts, généticiens, chercheurs... Un chirurgien-pédiatre m'a dit : *« Je suis spécialisé dans les malformations génitales des nouveau-nés tellement il y en a, et c'est lié aux pesticides. »*

Tous les partis politiques se sont mis d'accord sur le rapport et il a été adopté. Ensuite, nous avons fait de nouvelles auditions avec les gens de terrain comme l'Aspro-PNPP, la Conf', l'Itab ou Agrobio Périgord, qui ont démontré qu'il y a des alternatives aux pesticides. La loi « Labbé » a donc été votée en 2014 et est appliquée depuis le 1^{er} janvier 2017 dans les communes et le 1^{er} janvier 2019 pour les jardins des particuliers. Cette fois-ci, nous avons dû trouver une majorité et donc

faire des compromis en excluant les cimetières et terrains de foot. Mais aujourd'hui, les élus locaux jouent le jeu au point où il y a même une révolution culturelle, avec la végétalisation des cimetières. Le deuxième volet, prévu pour 2020, concernera les terrains de sport, les cimetières, les copropriétés, les campings... C'est une petite loi mais c'est un pied dans la porte car elle interdit les mêmes molécules que celles utilisées en agriculture.

Ce colloque montre que vous réalisez un travail énorme de recherche et d'expérimentation qui n'est absolument pas accompagné, et pire que cela, on vous empêche de le faire. Quand on voit l'argent qui est mis dans l'Inrae pour la biogénétique ou autre, c'est un scandale. Pourtant, je l'ai vu avec les semences paysannes, plein de chercheurs seraient prêts à travailler là-dessus, avec vous, en recherche collaborative.

Il y a beaucoup de scientifiques à l'Inrae, à l'Inserm ou au CNRS qui vont dans votre sens et n'acceptent plus de se taire. C'est l'exemple de l'alerte lancée sur l'impact des fongicides «SDHI» sur les vers de terre et les cellules humaines. Mais la bagarre est politique, au niveau du parlement, du projet de loi de finances... Je ne peux rien faire tout seul, la mobilisation citoyenne est nécessaire. Pour réorienter la Politique agricole commune (PAC), il y a par exemple le travail de la Plateforme pour une autre PAC. Sur les pesticides, il y a



Eaux-et-Rivières de Bretagne qui a déposé une plainte contre la vente de glyphosate sur Internet... Il faut des collectifs citoyens

Il faut des collectifs citoyens pour faire bouger les élus sur le domaine alimentaire et agricole, construire des projets alimentaires territoriaux...

pour faire bouger les élus sur le domaine alimentaire et agricole, construire des projets alimentaires territoriaux, mobiliser les outils pour lutter contre l'étalement urbain... On doit travailler sur la relocalisation de l'alimentation, renouer le lien entre les paysans et les citoyens, reconnecter l'humain avec le monde végétal et animal”.



LE DIABLE PAR LA QUEUE : ATTENTION AUX POMMES DE TERRE !

Le Diable par la Queue, compagnie de théâtre fondée en 1983 et installée en Dordogne, a joué une pièce sur les PNPP. Extraits choisis.

“ La pomme de terre attention, il ne faut pas en manger, tu ne mets pas dans ta bouche, crache, on pourrait en mourir. Tu sais quoi : si tu manges 200 grammes de patates cuites, c'est comme si tu buvais un Coca-Cola donc si tu manges que des patates tu risques du diabète et des maladies cardio-vasculaires. Et tu sais quoi, patate : la patate contient de la solanine qui a une action irritante sur le tube digestif, les symptômes qui en découlent sont donc principalement : salivation, vomissements, constipation suivi de diarrhée parfois noirâtre. » (...)

« Manger un kilo cinq de consoude par jour pendant 600 jours pourrait être fatal, nos bons législateurs dans un moment de bonté divine

ont interdit d'en faire du purin. Parenthèse à moi-même : Je me demande si les producteurs de produit -photoparma, pharma, parmapo-to... - les pesticides quoi ! - n'auraient pas bien aidé nos politiques, parce qu'ils s'y connaissent bien en produits toxiques, eux... » (...)

« Et il y en a un, notre bon monsieur Travert, le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, ah non il est plus ministre... ah ça, elle n'est pas bien passée la citrouille quand il était petit pour avoir déclaré au Sénat, je cite : *« La courge si elle est trop consommée fait tomber les cheveux. »*

Retrouver la vidéo de la pièce sur la chaîne youtube de la Confédération paysanne en tapant youtube Confédération paysanne ”.

LE LABYRINTHE DE LA RÉGLEMENTATION

Synthèse de la présentation du Bureau des intrants et du biocontrôle de la Direction générale de l'alimentation (DGAL, Ministère de l'agriculture et de l'alimentation).

Le texte ci-dessous a été revu par la DGAL à l'issue du colloque. Nous avons intégré la quasi totalité de leurs modifications, mais avons fait le choix de conserver quelques éléments qui paraissaient importants pour le débat. Les éléments conservés sont conformes à l'enregistrement de ce qui a été dit lors du colloque.

Quels sont les textes de loi qui régissent l'utilisation des PNPP ?

Les PNPP sont définies à l'article L.253-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM) comme des préparations composées exclusivement soit de substances de base, soit de substances naturelles à usage biostimulant (Snub). La loi du 30 octobre 2018 dite Egalim a modifié cet article afin de préciser que la procédure et l'évaluation des Snub devaient être adaptées lorsque la demande d'autorisation porte sur la partie consommable d'une plante utilisée en alimentation animale ou humaine.

Le décret n°2019-329 du 16 avril 2019 prévoit, en application de cette loi, la possibilité d'autoriser les parties consommables de plantes utilisées en alimentation animale ou humaine en tant que Snub et en dispense d'évaluation par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), dès lors que la préparation est conforme à un cahier des charges établi par arrêté minis-

tériel. Son respect constitue une troisième voie d'accès à cette catégorie de produits. L'article L.253-1 du Code rural précise que les PNPP doivent être obtenues grâce à un procédé de fabrication « accessible à tout utilisateur final » c'est-à-dire par différents procédés manuels, mécaniques ou gravitationnels.

Quelle différence entre substances de base et Snub ?

Les substances de base entrent dans la fabrication de PNPP à « intérêt phytopharmaceutiques ». Elles ne doivent pas être préoccupantes : ni mutagène, ni cancérigène, ni neurotoxique, ni perturbateur endocriniens, ni immunotoxique. Elles sont approuvées par la Commission européenne suite à l'étude d'un dossier d'approbation établi par un requérant. Les substances de base sont autorisées pour une « recette » et un usage donnés. Elles sont ensuite utilisées et commercialisées dans les États sans avoir besoin d'une Autorisation de mise sur le marché (AMM)



+ Présentation

+ Fiche Technique d'Usage

+ Recette(s)

+ Recommandations

+ Textes réglementaires

+ Bibliographie

+ Mentions légales

 ÉCOPHYTO
RÉDUIRE ET AMÉLIORER
L'UTILISATION DES PRODUITSAGENCE FRANÇAISE
POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT itab
INSTITUT NATIONAL
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION
BIOLOGIQUES

Le site substances.itab.asso.fr, répertorie les substances de base autorisées et leurs utilisations possibles au travers de différentes fiches.

lorsqu'elles respectent les dispositions prévues par le rapport d'examen validé par la Commission européenne. Aujourd'hui il en existe une vingtaine comme le vinaigre blanc, le sel, la bière, la poudre de graine de moutarde, le purin d'ortie... Le ministère en charge de l'agriculture a financé un projet de l'Institut de l'agriculture et de l'alimentation biologiques (Itab) pour soutenir la constitution et le dépôt de dossiers de demandes d'approbation de substances de base, et créer un site internet, en français, qui détaille les modalités de fabrications et d'utilisation des substances de base autorisées (<http://substances.itab.asso.fr/>). Une substance ne peut pas être autorisée en tant que substance de base si elle est déjà présente sur le marché en tant que produit phytopharmaceutique.

Les Snub, elles, sont issues d'une ou de plusieurs matières premières non OGM, qu'elles soient végétales, minérales ou animales. Les Snub sont considérées comme des fertilisants et donc destinées à assurer ou à améliorer la nutrition des végétaux ou les propriétés physiques chimiques ou biologiques des sols.

Quelles SNUB peut-on utiliser ?

Une SNUB est autorisée en étant inscrite dans l'arrêté du 27 avril 2016. L'inscription sur cette liste peut se faire via deux voies : la Snub a fait l'objet d'une évaluation par l'Anses montrant son absence d'effet nocif sur la santé humaine et animale et sur l'environnement ; la Snub est obtenue à partir de plantes médicinales inscrites à la pharmacopée et pouvant être vendues par des personnes autres que les pharmaciens (l'article D.4211-11 du code de la santé publique), soit 148 plantes à ce jour. Le respect du cahier des charges constituera une troisième voie d'accès à cette catégorie de produits.

Qui sera concerné par ce cahier des charges ?

Le cahier des charges devrait s'organiser en deux parties distinctes selon que les préparations sont fabriquées et utilisées directement « à la ferme » ou qu'elles sont produites dans une optique

commerciale. Son objectif est de simplifier au maximum les règles tout en encadrant les procédés de fabrication et de commercialisation via des règles adaptées à ce type de solutions. L'étiquetage des Snub destinées à être mises sur le marché devra être conforme aux dispositions relatives aux matières fertilisantes et supports de culture. Ceci implique de veiller à ne faire aucune mention ni allégation relative aux bioagresseurs. La conformité au cahier de charges permet de :

- s'assurer de la maîtrise de la matière première, donc que la plante est bien de consommation animale ou humaine pour les quantités classiquement ingérées ;
- s'assurer des bonnes pratiques de stockage ;
- s'assurer des bonnes pratiques de fabrication et d'utilisation ;
- s'assurer, pour les produits destinés à la mise sur le marché, que le producteur maîtrise la conservation et l'étiquetage, notamment les revendications et allégations.

Quelles seront les obligations de ce cahier des charges, concrètement ?

Un système de gestion de la qualité inspiré d'une démarche HACCP (système d'analyse des dangers et points critiques pour leur maîtrise) avec des points de contrôle précis constitue la trame du cahier des charges. Les matières premières constituées ou issues de plantes listées dans le compendium de l'Autorité européenne de sécurité des aliments sur les espèces végétales contenant des substances potentiellement préoccupantes pour la santé humaine nécessitent une vigilance particulière. Leur utilisation ne devrait être possible que s'il est vérifié que l'exposition du consommateur résultant de l'utilisation du produit selon les modalités recommandées est négligeable ou inférieure aux doses de référence communément admises lorsqu'elles sont disponibles.

La principale préoccupation en termes de procédés de fabrication concerne les huiles essentielles et la cohérence avec la réglementation phytopharmaceutique européenne. Plusieurs huiles essentielles ont fait l'objet d'une demande européenne d'approbation comme produit phytopharmaceutique. Certaines entrent aujourd'hui dans la formulation de produits phytopharmaceutiques autorisés par le biais d'une AMM. Le cahier des charges a vocation à inclure les huiles essentielles dans son périmètre, dès lors qu'elles sont utilisées pour la biostimulation et non pour un traitement phytosanitaire.

Quelle sera la procédure pour rentrer dans ce cahier des charges ?

Le projet de cahier des charges prévoit que les préparateurs et utilisateurs consignent certaines informations relatives à leurs préparations dans deux fiches distinctes, dont les modèles seront annexés au cahier des charges (et donc imprimables). La première fiche, orientée « produit » renseignera sur le nom de la préparation, le procédé de fabrication, la plante, la quantité utilisée, les points d'attention sur le procédé (pH, couleur...). La seconde fiche, orientée « lot », renseignera sur le nom de la préparation, la date, la dose, la culture traitée... Le projet de cahier des charges a été soumis à l'Anses en décembre 2019 et fera l'objet d'une notification à la Commission européenne.

Complément *A l'occasion du colloque il a été précisé ceci : « Nous allons autoriser les plantes qui peuvent être toxiques, mais il faudra que le producteur conserve un document qui montre qu'en-deçà d'un certain seuil, admis communément dans la littérature, elles ne présentent pas de toxicité. » ainsi que : « En termes d'usage et d'efficacité, on pourrait autoriser une revendication connue de manière ancestrale. »*



Échanges

Est-ce que la catégorie des biostimulants apparue au niveau européen ne brouille pas le message ?

L'introduction du terme biostimulant au niveau européen est récente. De nombreux metteurs en marché commercialisent des biostimulants validés par voie d'AMM. Leurs produits ont fait l'objet de tests validés par l'Anses pour leur efficacité et donc ils peuvent avoir des allégations précises, comme « augmente la surface racinaire ».

Il nous a été précisé à l'occasion du colloque que les « metteurs en marché de biostimulants sont très regardants par rapport à ce qui se passe sur les SNUB. »

La loi parle d'allégation ancestrale donc pour l'ail, j'ai marqué répulsif, mais on n'a pas le droit !

Non, les allégations phytopharmaceutiques ne sont pas permises pour les SNUB.

Vous expliquez que l'Anses doit évaluer l'efficacité d'une substance or son rôle n'est que d'évaluer la toxicité. Comment établir l'efficacité d'une plante, qui en plus n'est pas composée d'une seule molécule ?

En vertu des articles L.255-5-3 et R.255-29 du CRPM, les matières fertilisantes conformes à un cahier des charges sont évaluées par l'Anses pour leur innocuité et leur efficacité. L'évaluation de l'efficacité doit être adaptée pour des extraits non standardisés.

Quelles plantes sont dites consommables ?

Il est prévu que les plantes autorisées dans les compléments alimentaires ainsi que toutes les plantes de consommation courante, non toxiques dans les quantités classiquement ingérées, soient considérées comme consommables.

Pourquoi faut-il consulter la Commission européenne sur les huiles essentielles lorsqu'elles sont biostimulantes ? Elles sont déjà utilisées pour l'alimentation ou les cosmétiques sans avoir besoin de s'interroger sur le fait qu'elles soient autorisées

en tant que produits phytopharmaceutiques ? Par ailleurs, les paysan-ne-s qui fabriquent des huiles essentielles sont producteur-rices de PPAM, on ne va pas demander à des céréaliers, en plus de leur purin de faire de la distillation.

Les projets de règles techniques pouvant influencer la circulation des produits sur le marché intérieur doivent être notifiés à la Commission européenne au titre de la directive (UE) 2015/1535. Le problème des huiles essentielles est lié aux approbations en cours et à leur effet phytopharmaceutique. Si un produit biostimulant a des propriétés phytopharmaceutiques, le règlement phytopharmaceutique s'impose.

Concernant les huiles essentielles, il a été précisé lors du colloque que « le problème, là, c'est pour ne pas créer une concurrence déloyale par rapport à des industriels. »

Et la consoude ?

La consoude, il s'avère que c'est une plante particulière. Elle a été utilisée pendant 2000 ans, effectivement elle est efficace, utilisée dans le domaine médical, elle est cicatrisante. Elle est efficace, car elle contient des substances actives, dont un alcaloïde, qui fait qu'elle est toxique à certaines quantités. Des études sur rats ont en particulier révélé des effets mutagènes et cancérogènes. Ces études montrent que des préoccupations existent et doivent être levées. C'est précisément pour cela que des doses d'utilisation doivent être précisées en rapport avec les concentrations d'éléments toxiques potentiellement synthétisés par la plante, à l'image des données et calculs pour la consoude.

Lors du colloque il a été dit sur la consoude : « On ne peut pas dire qu'il ne peut pas y avoir de problème. Mais vous avez prouvé qu'avec les concentrations utilisées et la dégradation des molécules, il n'y a pas de problème. » Cependant la DGAL a préféré supprimer ces deux phrases et les remplacer par le paragraphe précédent.



UNE DIVERSITÉ DE PRATIQUES, DE PRÉPARATIONS ET DE MODES D'APPLICATION

Synthèse de l'étude menée en 2019
par la Confédération paysanne auprès
d'une quarantaine de paysans
et paysannes qui utilisent des PNPP.

« L'objectif de cette étude était de recenser, sur le terrain, quelles sont les préparations utilisées, comment et pourquoi. Nous avons été voir environ 40 paysans sur quatre terrains différents : en Île-de-France et Normandie plutôt sur les grandes cultures, en Bretagne sur le maraîchage, en Nouvelle-Aquitaine sur la viticulture et dans la vallée du Rhône sur l'arboriculture. Tous les profils sont représentés, y compris en conventionnel. L'idée, ce n'était pas de faire une étude statistique mais de dégager des grandes tendances autour de l'utilisation de ces préparations et d'identifier les autres stratégies de lutte. On avait aussi pour objectif de favoriser les échanges entre paysans et le partage d'expériences », explique Paul Bertiaux, qui a mené l'enquête pour la Confédération paysanne.

UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE ET PRÉVENTIVE

L'étude montre que la grande majorité des personnes interrogées se sont intéressées aux PNPP après une formation sur le sujet, souvent depuis moins de cinq ans - ces pratiques se développent - et qu'elles les utilisent plutôt de manière préventive, dans le cadre d'une approche systémique. L'étude confirme que les PNPP sont associées à d'autres stratégies de lutte notamment des couverts végétaux, des haies, des bandes fleuries pour favoriser les auxiliaires de culture ; le non-labour ou les Techniques de conservation du sol (TCS) pour améliorer la vie des sols ; les produits phytosanitaires traditionnels, le cuivre et le soufre, la confusion sexuelle ; mais aussi d'autres pratiques telles que le choix de variétés résistantes ou de mélange, des nichoirs, des voiles de protection...

Recensement des préparations utilisées



Les objectifs de la démarche

Environnement

- Faible impact sur les auxiliaires
- Faible rémanence des produits dans le sol
- Faible perturbation du milieu

Autonomie

- Diminution des charges en produits phytos
- Réappropriation des savoirs
- Absence de contraintes d'usage

Sanitaire

- Innocuité pour les utilisateurs
- Innocuité pour les consommateurs
- Diminution de l'emploi de la chimie

Efficacité

- Privilégier l'action préventive
- Large spectre d'action des préparations
- Complémentarité des plantes

Les personnes interrogées utilisent les PNPP pour différentes raisons qui parfois se combinent : environnement, recherche d'autonomie ou d'efficacité, raisons sanitaires... Il existe une grande diversité de préparations. 94 « recettes » différentes et une grande variété d'usages ont été relevées durant l'enquête, mêmes si les préparations à base d'ortie, de prêle, de consoude et d'ail sont les plus utilisées, souvent en mélange. Les interviews menées permettent également de mieux identifier les plantes utilisées et leur provenance (culture, cueillette, achat), les dosages des différentes préparations, les procédés utili-

sés (découpe, macération, chauffe, filtrage, stockage) et les modes d'application (outil employé, volume, pourcentage de dilution, fréquence des traitements, période...).

MODES DE PRÉPARATION, DOSAGES ET PROCÉDÉS

La plupart des utilisateur·rice·s de PNPP ont recours à des macérations et des purins et dans une moindre mesure à des décoctions et des teintures mères. 70% d'entre eux achètent des plantes sèches ou directement des préparations. « Pour certains, cela demande un niveau de technicité trop important et pour d'autres, les quantités à réaliser

Modes d'action des préparations

Fortifiant	Répulsif	Stimulateur de croissance	Stress
Stimulation de l'activité microbienne (sol et foliaire)			
Apport de microorganismes			
Apport de minéraux et d'oligoéléments			
Paramètres bioélectroniques			
Antisporulant	Répulsif	Fertilisant N	Présence de thymol
Asséchant			
Barrière physique			

sont trop importantes. Les volumes varient mais on peut atteindre environ 70 litres en maraîchage et 1500 litres en grandes cultures», précise Paul Bertiaux. Pour les extraits fermentés, ce sont des plantes fraîches cueillies ou cultivées qui sont généralement utilisées. Il faut environ un kilo (ou 100 g pour les plantes sèches) pour 10 litres d'eau.

Le procédé de fabrication varie suivant la nature de la préparation et l'on trouve tous les modes existants. « Cela peut être fait de manière visuelle ou avec des appareils plus précis comme des pH-mètres », ajoute Paul Bertiaux. Le temps de préparation est assez court, entre 30 minutes et 3 heures. Pour la plupart de personnes interrogées, le coût des PNPP utilisées varie de 200 à 3000 euros par an.

Le mode d'application dépend surtout de la production, un pulvérisateur à dos pour faire 20 litres par hectare en maraîchage ou des pulvérisateurs qui peuvent aller jusqu'à 100 litres par hectare en grandes cultures. La quantité utilisée de plante fraîche varie de 1 à 10 kg/ha. Les traitements sont plutôt réalisés en début de saison pour les prépa-

rations contre les ravageurs, à l'été lorsqu'il s'agit d'huiles essentielles ou d'extraits fermentés pour accélérer la dégradation des pailles et à l'automne pour relancer les sols, le plus souvent avec des extraits fermentés. « Pour les purins, la fréquence d'utilisation moyenne est de 2 à 5 fois par an, mais cela peut être bien plus en viticulture où les traitements sont souvent couplés avec l'application de cuivre », complète Paul Bertiaux.

QUELLES PROPRIÉTÉS ET EFFICACITÉ ?

« Nous avons recensé les propriétés recherchées et observées par les paysans. Tout le monde n'a pas le temps de faire des bandes témoins et il est très complexe de définir l'efficacité d'une préparation, qui dépend aussi du territoire, du climat, de la personne, de son observation... On ne peut pas répondre à cette question à la place des personnes qui utilisent les PNPP. Un sol qui était en conventionnel va par exemple mettre au moins trois ans à retrouver sa forme originelle. Les effets d'un traitement sur le sol ne sont donc pas visibles tout de suite comme c'est le cas d'un produit pour les pucerons par exemple », remarque Paul Bertiaux.



« Grâce à l'ortie, par exemple, on diminue pas mal la dose de cuivre. L'ortie permet au cuivre de rentrer beaucoup plus vite dans les veines de la plante. On utilise aussi l'ortie au printemps pour booster la végétation. La consoude, c'est très bon pour la vie microbienne du sol »

LA MACÉRATION DE VÉRONIQUE

Macération huileuse d'ail à 10%
+ petit lait à 5 %
lutte contre la drosophile

Pour 600 l

- 100 kg d'ail broyé en partie
- 15 l d'huile d'olive
- Laisser reposer une nuit
- Ajouter 600 l d'eau de pluie
- Laisser macérer 4-5 jours
- Mettre en bidons

Retrouvez les témoignages vidéo d'utilisateur-ice-s de PNNP réalisés par la Confédération paysanne, l'Aspro-PNPP et l'ITAB sur la chaîne youtube en tapant dans votre navigateur : **youtube Confédération paysanne PNPP**

Témoignage
d'utilisatrice

VÉRONIQUE
arboricultrice
dans la Loire

LES ALTERNATIVES NATURELLES AUX PESTICIDES EN FRANCE D'OUTRE-MER

En Guadeloupe, Martinique, Guyane ou à la Réunion, les cultures de cannes à sucre et de bananes, destinées à l'exportation, dominent le paysage à côté de petites exploitations maraîchères et vivrières ou de polyculture élevage. Ce modèle agricole issu de la colonisation implique un recours massif aux intrants et aux pesticides, comme le chlordécone (interdit depuis 1993), dont l'impact catastrophique sur les sols, l'eau et la santé des habitant-e-s et travailleur-euse-s agricoles, est désormais reconnu. Il conduit également à une standardisation des variétés cultivées et des races d'élevage et à une perte de la biodiversité.

Comme l'expliquent Philippe Rotin et Attoumani Wa-Soha Attou, de la Confédération paysanne de Guadeloupe et de Mayotte, les paysan-ne-s d'Outre-mer ont pourtant historiquement recours à des al-

ternatives naturelles aux pesticides : « Pour nous, il s'agit de passer de l'agrochimie à l'agroécologie, une agriculture qui utilise les ressources de l'écosystème et qui garantit l'autonomie de l'exploitation ». Les objectifs de ces pratiques agroécologiques, souvent ancestrales, sont de nourrir la plante et le sol, de protéger les cultures et les élevages, de maîtriser l'enherbement, de respecter et protéger l'environnement et de garantir un revenu décent et un confort de travail aux paysans. « Pour la qualité des sols et renforcer les plantes, on utilise beaucoup le vermicompostage, les purins et les macérations avec du sucre et d'autres plantes pour la multiplication des micro-organismes. Pour maîtriser l'enherbement, c'est plus compliqué. Notre solution, c'est les plantes de couverture ou passer tous les quinze jours la machine », précise Philippe Rotin.

DES ESSAIS ET EXPÉRIMENTATIONS EN LIEN AVEC LA RECHERCHE

« Il faudra renouveler
les tests plusieurs années
pour s'assurer des résultats »

Thomas Suder, technicien viticole pour Agrobio
Périgord, coordonne des expérimentations
avec des viticulteur·rice·s bio.

“ J'anime un groupe Dephy¹ de onze viticulteurs en bio sur la réduction des intrants grâce à l'utilisation de PNPP. Nous réalisons des expérimentations participatives avec différents partenaires dans le cadre du programme Ecophyto². Pour diminuer l'utilisation de cuivre, nous avons sélectionné un certain nombre de substances : huiles essentielles, macération d'ail, calcium, argile kaolinite calciné... Après des essais sur plusieurs années et parcelles, plusieurs produits se sont révélés assez efficaces pour poursuivre les tests : l'huile essentielle d'écorce d'orange, l'argile, le talc et l'hydroxyde de calcium. Nous suivons aussi les coûts de ces traitements.

Depuis 2014, nous menons également des expériences sur la lutte contre les vers de grappe. Nous avons utilisé certains insecticides autorisés en AB mais aussi des macérations d'ail, du fructose et du saccharose, assez efficaces. L'objectif était par ailleurs d'évaluer la possibilité d'utiliser ces traitements avec les moyens des agriculteurs et leurs pratiques. Mais il faudra renouveler les tests plusieurs années pour s'assurer des résultats et il y a des biais sur les expérimentations avec des déplacements d'insectes d'une parcelle à l'autre en fonction des traitements.”

En savoir plus :
www.agrobioperigord.fr/viticulture

1 - Fermes engagées dans une démarche de réduction des pesticides.

2 - Plan national de réduction des pesticides.



CROISER LES ÉTUDES EN LABORATOIRE ET DANS LES CHAMPS

Des analyses phytochimiques, des essais en laboratoire puis dans les champs sont en cours dans le cadre d'un projet sur les PNPP mené par l'interprofession des fruits et légumes.

En 2017, le Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes (CTIFL) a mis en place un programme de recherche sur les PNPP sur sa station d'étude de la Morinière (Indre-et-Loire), 32 ha de vergers. Des expérimentations sont en cours sur la tavelure (maladie du pommier), le puceron cendré ou les ravageurs émergents, de plus en plus problématiques depuis l'interdiction des

néonicotinoides. *«Je travaille sur des PNPP commercialisés ou des préparations produites à la ferme, avec toutes les plantes autorisées ou qui pourraient être inscrites dans le futur cahier des charges (cf. p.11). Je m'appuie sur des savoirs paysans et des publications scientifiques. Il y a de très fortes variations dans les préparations à la ferme - qui dépendent de la matière première, de la partie de la plante*



utilisée, du solvant et du procédé - et nous avons mis en place une méthodologie pour identifier la manière la plus optimale de réaliser ces préparations», explique Anne Duval-Chaboussou, ingénieure au CTIFL.

Des analyses phytochimiques, des essais en laboratoire puis dans les champs, ont permis de tirer plusieurs conclusions comme le fait que l'efficacité de la préparation n'augmente pas vraiment au-delà de 100 g de matière sèche de plante par litre de préparation, ou que l'utilisation d'alcool permet d'extraire 2 à 5 fois plus de substances actives que d'autres solvants. Mais il y a de nombreuses autres questions à traiter. *«Est-ce qu'il faut concentrer davantage les extraits de plantes, à quel coût, comment identifier les modes d'action - préventif ou curatif - comment s'assurer de la qualité de la matière première ?»,* interroge Anne Duval-Chaboussou.

« ON RÉFLÉCHIT TOUJOURS CONTRE LA NATURE ALORS QUE L'ON PEUT FAIRE AVEC »

Hervé Coves, agronome
et membre de l'Aspro-PNPP

Le 6 octobre 2019, un article de chercheurs démontrait que l'eau pulvérisée sur une plante entraîne, une demi-heure après, l'activation de 266 gènes qui permettent à la plante de se préparer à la suite et à lutter contre l'exposition à des champignons. Mais pour cela, la plante doit avoir un bon réseau mycorhizien. Or, on trouve 187 types de champignons sur un pommier sauvage contre 4 pour un pommier industriel et conventionnel. On sait aussi que si l'on ajoute du vinaigre, cela empêche certains champignons de pousser ou que l'huile essentielle de romarin et de menthe - à une dose presque imperceptible - va avoir une conséquence sur les pucerons et leurs prédateurs. On réfléchit toujours «contre» la nature alors que l'on peut faire «avec» et faire venir plus de vie. Ainsi, pour Hervé Coves, ce qui va contribuer à l'efficacité d'un système, c'est la biodiversité.





AGIR ENSEMBLE POUR LES PNPP

Ce colloque a été l'occasion pour les participant·e·s de s'organiser en petits groupes et d'échanger sur les perspectives en termes de formations, d'échanges de pratiques, de circuits de distribution ou de mobilisations. Synthèse des principales pistes d'action.

DÉVELOPPER LES FORMATIONS ET L'INFORMATION

Les personnes utilisant des PNPP se forment et vont chercher l'information dans des conférences, des livres, des formations, etc. L'échange de pratiques entre utilisateur·rice·s est très apprécié. Mais les participant·e·s du colloque identifient encore de nombreux manques à dépasser afin de permettre un développement plus important de ces pratiques. La faiblesse du nombre de stage pratiques ou encore l'absence d'accompagnement post formation sont notamment pointées du doigt. Les participant·e·s proposent d'insérer dans les formations PNPP des apports sur les pratiques pour sortir de la chimie comme le choix des variétés, afin de développer une approche plus systémique. Les personnes insistent sur le besoin important d'intégrer les PNPP dans les modules de formation existants pour les futur·e·s paysan·ne·s.

D'autres idées émergent, comme celle de créer un réseau de fermes accueillant des stagiaires pour fabriquer et utiliser ces pré-

parations. La création d'une formation en ligne ou d'une exposition sur les PNPP ont aussi été évoquées.

FAVORISER LES ÉCHANGES DE PRATIQUES AUX DIFFÉRENTS ÉCHELONS

Il existe déjà des groupes d'échanges autour des PNPP, par le biais de Groupement d'intérêt économique et environnemental (GIEE), de chambres d'agriculture, de groupements d'agriculteurs bio... Certain·e·s réalisent régulièrement des visites de fermes, d'autres ce sont même organisés sur des groupes de messagerie WhatsApp.

Les participant·e·s identifient deux niveaux d'action pour favoriser les échanges :

- l'échelon local, où il s'agirait de renforcer le développement de groupes d'échanges de pratiques ;
- l'échelon national, par la création d'une plateforme nationale de recensement des pratiques. Celle-ci pourrait contenir des forums de discussion. Elle aurait cependant besoin de modérateur·rice·s



formé-e-s à une culture commune sur les PNPP et devrait assurer l'anonymat pour celles et ceux qui le souhaitent.

Pour faire le lien entre le local et le national et maintenir une dynamique commune, l'organisation de rencontres une fois par an au moins est demandée.

ORGANISER DES FILIÈRES ET CIRCUITS DE DISTRIBUTION

Des lacunes importantes sont identifiées concernant la filière PNPP, peu structurée.

Les participant-e-s ayant réfléchi à cette problématique font diverses propositions pour améliorer la situation :

- ils préconisent d'identifier clairement tous les acteurs impliqués dans les PNPP. La création d'un catalogue des producteurs de PNPP indiquant leurs capacités de production est proposée ;
- l'évaluation des besoins en plantes et préparations sur le territoire est considérée comme très importante ;
- concernant l'approvisionnement, l'idée

d'une charte pour garantir la qualité des PNPP émerge ;

- enfin, il faut favoriser l'installation de paysan-ne-s qui produisent des PNPP. À ce sujet, nous manquons cruellement de références technico-économiques qu'il faudrait créer.

MOBILISER LES PAYSAN-NE-S ET CITOYEN-NE-S

Pour poursuivre le combat qui permettra d'obtenir une autorisation pleine et entière des PNPP, cinq grands objectifs sont identifiés :

- informer sur les enjeux liés aux PNPP et l'intérêt de ces préparations ;
- communiquer sur les PNPP et imposer ce sujet dans le cadre des débats sur les pesticides ;
- développer le travail en réseau et avec des partenaires ;
- poursuivre le travail institutionnel au travers d'échanges avec les diverses institutions et organismes agricoles ;
- se mobiliser par le biais d'actions fermes !



PROPOS CONCLUSIFS SUR LES ENJEUX DES PNPP

Derrière le combat pour l'utilisation des PNPP, comme celui pour les semences, les plantes aromatiques et médicinales ou l'utilisation de substances naturelles pour soigner les animaux, se trouvent des enjeux importants en termes d'autonomie et de liberté.

UN ENJEU D'AUTONOMIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

Damien Houdebine,
secrétaire national
à la Confédération paysanne

“ Au début des années 1990, des mobilisations sur le droit à sélectionner et réutiliser nos semences voient le jour. Les entreprises artisanales de semences étaient rachetées par des multinationales et on observait une perte de la biodiversité cultivée. Il y a 15 ans, la Conf' et d'autres fondent le Réseau Semences Paysannes, afin de recenser les pratiques, de les diffuser et de faire reconnaître nos droits, notamment celui d'échanger des semences. Aujourd'hui, un maraîcher peut travailler avec ses propres semences et vendre les produits qui en sont issus. Mais il est compliqué de le faire pour une trentaine de légumes différents. Comme pour les PNPP, cela peut être intéressant d'avoir des artisans ou de s'appuyer sur la recherche pour faire reconnaître notre travail. Comme pour les PNPP, il y a un

enjeu d'autonomie technique et économique et l'objectif final est bien de changer de système de production ”.

NOUS PRATIQUONS UNE MÉDECINE ILLÉGALE

André Le Dû,
représentant de la Confédération
paysanne au collectif Plantes en
élevage

“ Lorsque ma vache fait une conjonctivite, je l'observe, je vais chercher mon pot de miel, je lui en mets un peu dans l'œil et elle guérit. Mais j'ai fait une succession d'actes illégaux. On sait que c'est un simple problème réglementaire mais rien ne bouge depuis dix ans. Nous avons travaillé sur des programmes de recherche, réalisé des formations, échangé sur nos pratiques, pris rendez-vous avec le ministère... Il y 18 mois, nous avons créé le « Collectif plantes en élevage » qui regroupe presque toutes les organisations agricoles françaises. En parallèle du travail avec des sénateurs comme Joël Labbé, nous avons pu



blié un manifeste de 1 052 éleveurs qui dit : «*Nous pratiquons une médecine illégale*». Il y a eu 50 000 signatures en trois semaines. Ce manifeste dit que nous voulons continuer à nous former, pouvoir expérimenter, échanger et débattre librement de nos pratiques. Et surtout, on ne veut plus être hors la loi. Pour les PNPP c'est pareil ”.

ON SE BAT POUR LA LIBERTÉ

Jocelyne Riffaud,
membre de la Commission PPAM
de la Confédération paysanne

“ Comment est-ce qu'on a pu en arriver à de telles absurdités ? Que cela soit pour les semences, les PNPP, les plantes aromatiques et médicinales... Quand c'est trop,

c'est volontaire. Il y a une main qui tient cela, celle du pouvoir et de l'argent. Les industriels ne peuvent pas nous empêcher de produire mais cela ne les dérangeait pas qu'on le fasse pour eux. Ce qu'ils veulent, c'est nous empêcher de vendre. Comme militante de la Via campesina, je ne peux pas dignement partir sans avoir parlé de souveraineté alimentaire : décider ce que nous mangeons et comment nous le produisons. Nous refusons qu'ils nous l'imposent. On se bat au nom de la liberté. Être paysan c'est d'abord être libre, pas de faire n'importe quoi, mais d'avoir cette relation aux plantes. Pas celle que l'on nous impose, cette vision d'une nature qu'il faut dompter et combattre, mais une relation d'harmonie, de compréhension et de respect mutuel ”.

UN MANIFESTE POUR LA RECONNAISSANCE DES PNPP !

La Confédération paysanne et l'Aspro-PNPP appellent les utilisateur·rice·s et producteur·rice·s de PNPP à signer le manifeste « Pour la reconnaissance des préparations naturelles peu préoccupantes » afin de porter la voix de toutes celles et ceux qui font vivre ces savoir faire paysans. Extraits.

« Nous utilisons et/ou produisons purins, extraits végétaux, macérations, tisanes, huiles essentielles, teintures mères, substances animales et minérales. Nous, sommes paysans, paysannes, jardiniers, jardinières, employé·e·s de collectivités, producteurs, productrices de préparations naturelles peu préoccupantes (...) Grâce à ces préparations, nous modifions nos pratiques pour

réduire ou arrêter l'utilisation des pesticides chimiques de synthèse et répondons aux urgences actuelles telles la protection de notre santé et de celle de la population en général ; la protection des sols, de l'eau et de l'air ; le respect de la biodiversité ; la limitation des émissions de gaz à effet de serre ; le développement de l'autonomie paysanne. (...) La liste des substances naturelles autorisées est trop limitée et ne correspond pas aux pratiques de terrain. Nous utilisons donc des préparations à ce jour interdites : par exemple à base de consoude, de saponaire, de fougère, de tanaïsie ou encore de bouse de vache. (...) Nous demandons l'autorisation urgente de toutes les préparations utilisées sur le terrain. Parce que nous voulons continuer à nous former. Parce que nous voulons expérimenter, échanger et débattre librement sur ces pratiques avec nos collègues. Parce que nous ne voulons plus être hors-la-loi. Nous refuserons que les prochaines échéances réglementaires viennent limiter la portée de nos pratiques et demandons qu'elles tiennent compte de la réalité de celles-ci, en accord avec les effets réels qu'ont ces préparations ».

Premières organisations partenaires du manifeste

Agir pour l'environnement, Agrobio Périgord, Amis de la terre, Association française des professionnels de la cueillette de plantes sauvages, Atelier Paysan, Demeter France Fadear, Fnab, Mouvement de l'agriculture Bio-dynamique, Miramap, Nature et Progrès, L'Ortie, Réseau des Ecocentres de France, Syndicat des Simples, Terran Magazines, Vigilance OGM 21...

Pour signer le manifeste, écrire à pnpp@collectif.org en précisant votre nom, prénom, département, activité et production si vous êtes paysan-ne.

Partenaires



Soutiens



Action financée
dans le cadre du programme Ecophyto

